

Copie anonyme - n°anonymat :

Code épreuve :

Nombre de pages : 8

Session : 2024

Épreuve de : ESHMC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Pourquoi et comment évaluer les politiques publiques?

La révélation d'un déficit public plus élevé qu'attendu en France pour 2023 a eu un fort retentissement au sein des partis politiques français, surtout avec le retour des règles budgétaires du Pacte de Stabilité de croissance pour 2024. En effet, bien loin des 3% demandés par le Pacte, la France a subi le ralentissement de la croissance ainsi que des recettes publiques moindres pour arriver à 5,5% de déficit public selon l'INSEE. Afin de résorber cela pour éviter une procédure pour déficit excessif de la part de la Commission Européenne, la France se doit d'effectuer des ajustements comme cela a pu déjà être mis en œuvre avec la hausse des taux de la CSG en décembre 2023 ou avec le projet de réforme de l'assurance chômage annoncé par le Premier Ministre Gabriel Attal.

Mais alors pourquoi le déficit public s'est-il avéré être bien plus élevé que prévu ? Il semble qu'une évaluation des politiques publiques en vigueur s'impose pour constater quels ont été les facteurs ayant contribué à aggraver le déficit public et quels outils faut-il romancier pour résorber cette situation.

Les politiques publiques se définissent comme l'ensemble des mesures économiques, environnementales et sociales mises en place par l'Etat afin d'agir sur les conditions économiques et sociales à long ou à court terme. Celles-ci se sont généralisées depuis le XX^e siècle surtout depuis les années trente dans les pays développés et en développement. Cependant, on remarque que depuis un peu plus d'un siècle, les outils ainsi que les objectifs des politiques publiques

ont évolué. Ne faudrait-il pas alors chercher à les évaluer ? Cela nous amène à nous demander pourquoi et comment évaluer ces politiques publiques.

A cet effet, il faudra d'abord se pencher sur les raisons pour lesquelles il est judicieux d'évaluer les politiques publiques (I) avant de réfléchir aux manières de les évaluer (II) pour ensuite remarquer les progrès qu'une telle évaluation permet et a permis (III)

*

*

*

Il est judicieux et préférable d'évaluer les politiques publiques pour juger leur pertinence (A) ou encore leur adéquation (B). Les économistes libéraux sont partisans d'une non-intervention de l'Etat dans l'économie de manière générale, ils jugent les marchés comme efficaces pour maximiser le bien-être de tous considérant toute mesure publique comme un frein au fonctionnement du marché. En effet, Milton Friedman est un des opposants aux politiques publiques de relance, par la monnaie tout particulièrement, il affirme que ces politiques ne sont efficaces que tant que les individus sont victimes de l'illusion monétaire mais qu'à moyen terme la fonction de consommation des ménages est stable car elle dépend de leurs revenus permanents. Dès lors, il peut être pertinent de s'interroger sur l'utilité de ces politiques de relance car de façon historique nous avons pu constater que les politiques de relance étaient souvent suivies de politiques d'ajustement, tel était le cas au cours du dernier tiers du XIX^e siècle en France. Quant aux politiques de justice sociale, les libéraux ne les soutenaient pas davantage. Friedrich Hayek souligne dans Droit, Législation et Liberté que c'était une chose de traiter tous les individus de façon égale, mais c'en était une autre d'essayer de les rendre égaux.

Il se posait donc catégoriquement contre les politiques de just, ce sociale. Ainsi, il s'agit d'analyser si les politiques publiques sont toujours pertinentes vis-à-vis de la situation économique et sociale ou si elles ne sont pas majoritairement dépendantes de cycles politiques comme le soutient Nordhaus. Il faut souligner l'influence des cycles d'élections dans la conduite des politiques publiques, par exemple le président américain Ronald Reagan avait augmenté de près de 20% les dépenses publiques peu avant sa réélection ce qui a pu contribuer à lui faire gagner de précieuses voix. La pertinence des politiques publiques est donc une des raisons pour lesquels ils faut les évaluer.

Par ailleurs, l'échec de certaines politiques publiques nous amène à questionner l'adéquation de celles-ci par rapport à leurs objectifs. L'exemple le plus connu est probablement la relance ratée de Mauroy de 81. Dans un contexte mondial de récession, une politique de relance a été menée à contre courant après l'élection de François Mitterrand comme président de la République pour satisfaire les attentes de l'électorat de gauche : une hausse du SMIC de près de 20%, l'embauche de 55 000 fonctionnaires, la création et l'augmentation de diverses allocations... Cependant les forces contraires ont eu raison de la France et cette politique de relance a débouché sur une forte inflation, une fuite de la demande nationale au profit des exportations contribuant à la détérioration du compte des transactions courants et à l'appréciation de la monnaie.

La France s'est donc vu précipitée vers de fortes difficultés et a été confrontée à un dilemme : la dévaluation ou la sortie du système monétaire européen. Il s'en est suivi une politique d'ajustement dès l'année 1983. En effet, les politiques publiques n'ont pas toujours les effets attendus, du fait d'une mauvaise évaluation des conditions préalables à la mise en place des politiques d'où la nécessité d'évaluer l'adéquation des politiques publiques afin de faire le constat des oublis, des facteurs surestimés, ou sous estimés comme ici la contrainte extérieure. Tel était l'objectif de Paul Krugman lorsqu'il avait critiqué les plans de relance européens subséquents à la crise des subprimes, il les avait jugé insuffisants pour rétablir la conjoncture.

Ainsi il est judicieux d'évaluer les politiques publiques en termes de pertinence et d'adéquation avec la conjoncture et pour ce faire, on peut utiliser différentes façons.

* * *

Pour évaluer l'efficacité des politiques publiques, on peut s'appuyer sur des indicateurs de mesure classiques (A), sur une comparaison entre les effets attendus et les effets obtenus (B) ou sur une évolution en terme d'intégration (C).

L'usage des indicateurs de mesure classiques est ici pertinent afin d'évaluer l'efficacité des politiques publiques. En termes de fiscalité, il peut en effet être judicieux de s'intéresser aux effets d'une baisse des impôts sur le rapport interdélicte ou sur l'indice de GINI car ce sont des indicateurs de mesure des inégalités et un changement fiscal a souvent des effets sur les inégalités. A cet effet, il peut être intéressant de regarder quels effets a eu la mise en place du prélèvement libératoire sur la taxation du patrimoine en 2018 à hauteur de 12,8%. Par ailleurs, pour les politiques de l'emploi, l'indicateur le plus utilisé est le taux de chômage. La réforme France Travail a été saluée par les français selon un sondage pour les Echos cependant une majorité d'entre eux jugent qu'elle est trop peu incitative à l'emploi et même si le taux de chômage a été réduit au cours des dernières années il s'est élevé en 2023 à 7,5% ce qui est toujours plutôt éloigné des 5% attendus pour 2027 par le président de la République. Cela explique que les pouvoirs publics envisagent une réforme de l'allocation chômage pour 2024 afin de réduire ce taux en visant une plus forte incitation à l'emploi avec par exemple un raccourcissement de la durée de l'allocation. Depuis ces dernières années la dimension environnementale est devenue de plus en plus importantes dans la conduite des politiques publiques laissant peu à peu place à l'empreinte carbone comme indicateur d'évaluation des politiques environnementales.

En outre, la mise en place de politiques publiques s'effectue selon des prévisions et depuis les années 30 avec la généralisation des politiques de relance keynésiennes le rôle des anticipations est devenu primordial. Dans la Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie Keynes souligne le rôle des anticipations de la demande dans la conduite de l'intervention de l'Etat car c'est le décalage entre la demande anticipée et la demande effective qui est à

Copie anonyme - n°anonymat :

Emplacement
QR Code

Code épreuve :

Nombre de pages : 8

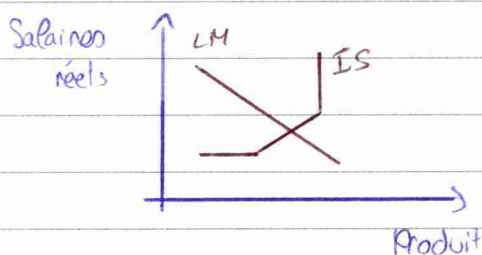
Session : 2024

Épreuve de : ESHMC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

L'origine de déséquilibres sur le marché. C'est suivant l'analyse keynésienne que John Hicks et Alvin Hansen ont développé le modèle IS-LM en 1936 en tant qu'interprétation de la théorie de Keynes. Ce modèle permet en effet d'évaluer l'efficacité d'une politique budgétaire ou monétaire sur la conjoncture à partir des courbes LM - demande de monnaie et IS - investissement et épargnes par rapport aux salaires et au produit.



Lorsque LM est sur IS horizontale une relance monétaire est inefficace car la monnaie sera thésaurisée tandis que lorsque LM est sur IS verticale une relance monétaire va avoir un effet multiplicateur important sur l'investissement. De plus le rôle des anticipations est également primordiale pour les politiques de l'emploi en vertu de Gap d'Okun dont l'influence a été majeure lors des années 50 et 60 aux Etats-Unis lors de la politique de relance Kennedy-Johnson. D'après le Gap d'Okun, lorsque la croissance anticipée est inférieure à la croissance effective il y a du chômage ainsi pour stimuler l'emploi, il faut agir sur la croissance.

Par ailleurs, l'évaluation des politiques publiques peut s'effectuer également en termes d'intégration. Intégration sociale d'une part, une politique sociale est efficace lorsque celle-ci permet une meilleure intégration des minorités au niveau professionnel ou scolaire entre autres. Ainsi pour évaluer l'efficacité de la mise en place des zones d'éducation

priviliégée on peut s'appuyer sur l'évolution du nombre d'élèves issus de telles zones qui effectue des études supérieures par exemple. D'autre part, on peut s'intéresser à l'intégration internationale d'un pays pour évaluer les politiques de développement et d'industrialisation. Dès lors qu'un pays n'est plus victime d'une croissance appauvrissante selon l'expression de J. Bhagwati (Immiserizing Growth: a geometrical note) il devient gagnant du commerce international. Ainsi on peut juger que la politique d'industrialisation menée à partir des années 60 en Corée du Sud a été efficace car elle a permis peu à peu à ce pays d'attirer des investissements directs à l'étranger lorsque le pays est passé d'une stratégie d'industrialisation par substitution aux importations à une stratégie de promotion des exportations. Progressivement, la balance des paiements coréenne est sortie du négatif à l'aide du compte des capitaux excédentaires. En somme, une politique publique est efficace lorsqu'elle permet une meilleure intégration des individus ou du pays.

On constate donc différentes façons d'évaluer les politiques publiques mais quel constat pouvons-nous en tirer aujourd'hui ?

*

*

*

Au vu des évolutions des objectifs et des outils des politiques publiques il est intéressant de se plonger sur les progrès obtenus par l'évaluation des différentes politiques. La généralisation de l'indépendance des banques centrales est devenue primordiale (A) autant que la mise en place de mécanismes de sécurité (B) cependant cela a ouvert de nouveaux débats (C).

Avec diverses périodes d'inflation monétaire et de déséquilibres il fait désormais consensus que la banque centrale doit être indépendante de l'Etat pour que la politique monétaire ne soit plus soumise à la politique budgétaire plus court-termiste. En effet, s'est développé dans la fin du XX^e siècle le courant favorable aux politiques de

régles moné par Hyldbrand et Prescott qui s'opposent à la pratique de politiques discrétionnaires. Selon eux, il est primordial d'effectuer des politiques de long terme avec des objectifs clairs et annoncés et des stratégies présentées afin qu'elles soient efficace. D'où pour Bernanke et Mishkin (Inflation Targeting: a New Framework for Monetary Policy, 1999) la nécessité d'avoir une politique monétaire indépendante de la politique budgétaire, avec un objectif d'inflation ciblée. Ainsi l'évaluation des politiques publiques a mis en lumière la nécessité d'effectuer certains changements pour des politiques plus efficaces.

De plus, ont été mis en place des mécanismes de sécurité pour encadrer les politiques publiques afin d'éviter tout contre-coup ou effet pervers. Les accords de Bâle I, II et III ont mis en place des mesures prudentielles afin d'éviter que les politiques de relance entraîne un surendettement et une émission excessive de crédit par l'obligation pour les banques de respecter un ratio de 8% de leurs fonds propres par rapport à leur émissions de crédits, d'obligations et de réserves sur le marché des changes. Les accords de Bâle ont fait suite à différentes crises bancaires et servent de cadre pour éviter des faillites bancaires à l'image de 1929.

Toutefois, certains progrès ont éveillé de nouveaux débats, notamment au sujet du rôle des banques centrales. Maintenant que les banques centrales sont indépendantes des États doivent-elles encore avoir un rôle de stabilisateur de l'économie? L'idée qui faisait consensus au début des années 2000 était que les banques centrales ne devaient plus que jouer le rôle de prêteur en dernier ressort et s'occuper de guérir plutôt que prévenir («cleaning up the bust afterwards») telle était la doctrine préconisée par Bernanke et rare étaient ceux qui s'opposaient à cela. Cependant depuis la crise des subprimes en 2008, le consensus n'est plus si évident et la question de banques centrales plus préventives se pose. Ne devraient-elles pas réduire la base monétaire des banques secondaires avant? Ce débat renforce l'idée que des progrès peuvent encore être effectués dans la conduite des politiques publiques.

*

*

*

Pour conclure, il est primordial d'évaluer les politiques publiques pour s'assurer de leur efficacité, pour les améliorer et encore pour tirer des leçons du passé afin de ne pas reproduire certaines erreurs. Pour ce faire, on peut s'appuyer sur différents indicateurs classiques ou sur d'autres composantes afin d'analyser l'efficacité des politiques publiques. De plus, les objectifs de celles-ci ont évolué c'est pourquoi il est indispensable de s'assurer que les outils utilisés demeurent les bons et adéquats car le passage d'une économie financée par création monétaire à une économie financée par endettement a modifié les préoccupations des États mettant la dette davantage que l'inflation sur le devant des préoccupations des politiques économiques. De même, les structures sociales se sont transformées tout comme les structures démographiques mais surtout la situation environnementale ce qui met en avant la question : la croissance économique doit-elle rester une préoccupation majeure à l'heure de la transition énergétique ?